

Samuel LAURENT
L'État islamique
 (Seuil, 2014, 186 pages, 17 €)



L'auteur, consultant international, a déjà publié deux ouvrages – *Sahelistan*, 2013, et *Al-Qaïda en France*, 2014 – tous deux parus au Seuil. Il sillonne déjà depuis quelques années les régions contrôlées par les djihadistes et y a évidemment noué de nombreux contacts. Sa dernière enquête sur l'« État islamiste » qui nous est ici livrée s'appuie notamment sur les confidences recueillies auprès d'anciens membres de l'État islamiste passés du côté de l'organisation rivale, Al-Qaïda, ainsi que sur des acteurs des bouleversements actuels au Moyen-Orient rencontrés au cours de divers séjours dans la région. On ne retrouvera donc aucun appareil de références scientifiques à des sources vérifiables, tel que l'on pourrait en attendre d'un universitaire. Mais cette absence n'est pas disqualifiante pour ce genre d'essai appuyé sur un terrain, complété par des entretiens et qui fourmille d'informations.

L'objectif de l'auteur est de donner un visage concret à la terreur qui s'est abattue sur la Syrie et l'Irak et envisage de s'étendre. La Libye est déjà concernée. La Jordanie le redoute

et le travail d'infiltration a déjà commencé en Cisjordanie. Les frappes de la coalition ont certes stoppé l'avancée du califat – en Irak –, désorganisé ses filières pétrolières, contribué à son échec à Kobané, mais n'ont pour l'instant nullement réduit sa dynamique. Le contrôle du sol est à cet égard décisif et repose sur l'efficacité et la détermination de l'armée irakienne aujourd'hui en pleine recomposition. L'intérêt de cette enquête est de nous présenter les arcanes de l'organisation qui s'est emparée de cette région. Avec précision il nous en détaille l'architecture jusqu'ici peu connue, ses financements, son administration double – pour le côté syrien et le côté irakien –, ses responsables civils et militaires ainsi que leurs parcours.

Ce qui frappe avant toute chose, c'est la rapidité avec laquelle les populations des territoires conquis sont organisées et prises en charge par une administration qui s'appuie tout à la fois sur l'ancienne, jugée récupérable, et y ajoute des dispositifs de contrôle et de coercition chargés de faire appliquer les règles des vainqueurs. Deux gouvernements relaient

les directives d'Aboubakar Al-Bagdadi. L'un en Syrie, l'autre en Irak, chacun étant censé s'adapter à la nature des deux régions. Sept « ministères » à effectifs centraux allégés ont été mis en place et quadrillent le territoire. Le « ministère » des Finances gère le budget de fonctionnement du califat qui s'élèverait à environ 500 millions de dollars annuels. Les sources sont multiples : pétrole, trafic d'antiquités, pillage de villes conquises. Les rançons ne sont plus nécessaires et l'impact médiatique des exécutions lui est préféré. À cela, il convient d'ajouter les importantes sommes récupérées à Mossoul et à Raqqa qui complètent les reliquats provenant de financements qataris et saoudiens. Bref, les caisses de l'État islamique peuvent faire face aux aléas. Néanmoins, le califat n'a pas tenté d'émettre sa propre monnaie. Dollars et livres turques suffisent encore largement. L'armée du califat, qui possède ses propres bases d'entraînement, dispose d'une infanterie, d'une artillerie, de blindés, de snipers, de soldats des frontières qui contrôlent toutes les sorties, et enfin de commandos de forces spéciales. La vie quotidienne de la population est gérée par le « ministère » de la justice qui s'emploie à faire respecter

les nouvelles lois. La justice est expéditive, efficace et impose la chape de plomb de la charia. Le califat possède également un service de renseignement intérieur – l'Amni – chargé par l'intimidation d'obtenir la docilité du plus grand nombre et d'infiltrer les cibles ennemies avant de les investir.

L'État islamique progresse également à l'étranger. L'enlèvement, suivi de l'assassinat, d'Hervé Gourdel atteste de foyers algériens. L'implantation en Libye et au Sinaï, encadrant l'Égypte, est en cours. Le Liban, la Jordanie et le Yémen sont ciblés. L'État islamique cherche à supplanter le Hamas. Des allégeances se manifestent du Maroc aux Philippines. Mais surtout, de tous ces pays, des djihadistes accourent sur le territoire du califat. Cette extension se réalise en conflictualité ouverte avec Al-Qaïda qui reste le grand rival qu'il faut évincer.

En face, la coalition internationale a décidé de faire la guerre à travers des frappes aériennes sans repérage sur le terrain et entraînant « zéro mort » pour « zéro résultat ».

L'ouvrage, qui se lit facilement, fournit une masse d'éclairages sur les régions contrôlées par le califat qui ne peut être méconnu par tous ceux que son extension inquiète.

MICHEL ROGALSKI